



Condamnation de la répression violente de la police et de l'armée du Royaume du Maroc contre la population civile sahraouie dans les territoires occupés du Sahara Occidental

Les événements survenus le 19 juillet dernier à El Ayoun, avec l'intervention et l'attaque de la police contre des familles sahraouies descendues pacifiquement dans la rue à l'occasion de la victoire de l'Algérie en finale de la Coupe d'Afrique des Nations, pour revendiquer leur droit à l'autodétermination et la mise en œuvre du référendum, constitue un cas grave de violence et de répression de la liberté d'expression et de manifestation libre. Cette répression a causé des dizaines de blessés et la mort d'une jeune femme de 23 ans, Sabah Azman Hameida.

Ce dernier épisode de violence et de répression ne fait que confirmer les faits décrits dans le dernier rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Ohchr) qui s'inquiète de la persistance « de la torture et de la violence, du recours à la détention arbitraire et le déni des droits civils et humains les plus élémentaires des prisonniers politiques », appelant les institutions marocaines à assumer leurs responsabilités et à garantir le respect des droits humains et la liberté d'expression à tous, sans discrimination aucune.

La paix, la sécurité et la coexistence entre les différentes communautés de la région ne pourront certainement pas être mis en œuvre par la violence et la répression. Ce n'est que dans le respect des droits humains et du droit international que des résultats durables et la stabilité du Maghreb pourront être atteints, par le biais du dialogue et de la négociation entre les parties. Seules la mise en œuvre de la légalité internationale, des résolutions des Nations unies et la réalisation du référendum d'autodétermination auquel se sont engagés les parties permettront le règlement de ce conflit.

Les syndicats signataires, qui ont toujours été attachés à la paix et au respect des droits humains, condamnent le recours à la violence et à la répression par la police et l'armée marocaines contre la population civile sahraouie. Ils exhortent les autorités du Royaume du Maroc à ouvrir une enquête et punir les responsables de ces actes et de la mort de Sabah Azman Hameida. Ils demandent également que soit garantie la liberté d'expression pour tous et un procès équitable pour tous les prisonniers, avec le respect de leurs droits fondamentaux.

Nous appelons l'Union européenne et la communauté internationale à adopter des mesures efficaces pour faire pression sur l'État marocain, afin qu'il soit mis un terme à la répression contre la population sahraouie. Simultanément, nous considérons que la Mission des Nations unies au Sahara occidental (MINURSO) doit ajouter à ses fonctions le contrôle et la défense des droits humains, afin d'assurer leur mise en œuvre sur le territoire et éviter que se reproduisent des événements comme ceux que nous dénonçons et condamnons par la présente.

31 juillet 2019

Les signataires: CGIL (Italie), CCOO (Espagne), UGT (Espagne), CGT (France), USO (Espagne), Confederación Intersindical (Espagne), Intersindical Alternativa de Catalunya, CGTP-IN (Portugal)